

## BURUNDI

Amnesty International demande à l'OUA d'assumer un rôle de direction pour empêcher de nouveaux massacres

Index AI: AFR 16/19/96

Immédiatement après le coup d'État perpétré au Burundi, Amnesty International a lancé un appel urgent à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la priant de montrer la voie à la communauté internationale afin d'empêcher de nouveaux massacres de civils sans défense.

« Les gouvernements étrangers - et notamment les États voisins - ne peuvent se contenter d'attendre que d'autres donnent l'exemple, alors qu'au Burundi, des centaines de personnes sont tuées chaque semaine », a déclaré l'organisation de défense des droits de l'homme.

Dans cette période critique, l'OUA devrait, par un effort concerté, prendre des mesures pour faire régner la justice et assurer le respect des droits de l'homme, conditions essentielles à la paix au Burundi.

Ayant été informée de la fermeture des frontières, Amnesty International l'a condamnée et elle a exhorté les autorités du Burundi et des pays voisins à garantir dès maintenant la protection des personnes fuyant la violence.

L'élite hutu, visée depuis 1993, est tout particulièrement menacée. Bon nombre de ses membres ont tenté de se réfugier dans les ambassades. Sont également en danger les personnes confinées dans des espaces clos, telles que les prisonniers. Les réfugiés rwandais hutu sont également susceptibles d'être la cible des milices tutsi et des forces de sécurité, et leur rapatriement forcé pourrait reprendre à tout moment. Quant aux Tutsi déplacés à l'intérieur de leur propre pays, ils pourraient être de nouveau attaqués par des groupes armés hutu.

« Le coup d'État survenu dans la nuit du 23 au 24 juillet risque fort de causer la mort de nombreux autres civils sans défense », a averti Amnesty International aujourd'hui (26 juillet).

L'Organisation a rappelé à la communauté internationale que l'assassinat du président Melchior Ndadaye, en octobre 1993, lors d'une tentative de coup d'État militaire, avait déclenché une vague de massacres interethniques dont les responsables étaient à rechercher autant dans la population civile - hutu et tutsi - que dans les troupes gouvernementales et les groupes armés.

« Dans les circonstances actuelles, il est quasiment inévitable que des massacres semblables se produisent », a conclu Amnesty International.

Ce coup d'État apparaît comme la négation des élections démocratiques de 1993, qui avaient donné lieu, pour la première fois, à une meilleure représentation hutu au sein du gouvernement. Les groupes hutu sont susceptibles de protester par de nouveaux actes de violence, ce qui susciterait des représailles de la part des milices tutsi et des forces de sécurité.

Lorsqu'ils ont été informés du coup d'État, les Hutu ont été nombreux à prendre la fuite. Rares sont ceux qui sont demeurés dans la capitale. Une importante partie de la population hutu a fui dans la campagne, où elle court perpétuellement le risque d'être attaquée. Le 23 juillet, à Rukaramu, village proche de Bujumbura, 50 personnes sont venues s'ajouter à la liste des civils massacrés.

« La population burundaise, aussi bien hutu que tutsi, a suffisamment souffert des exactions commises par les groupes armés de tous bords, a commenté Amnesty International. Tous les dirigeants politiques et militaires doivent lancer un appel public au calme et empêcher que la nouvelle donne politique n'entraîne un bain de sang favorisé par un climat de vengeance. Ils doivent dès maintenant éviter tout acte susceptible d'être interprété comme une incitation à la violence. »

#### CONTEXTE

Le 25 juillet, l'armée a annoncé l'éviction du chef de l'État, le Hutu Sylvestre Ntibantunganya, par le major Pierre Buyoya, qui a occupé la présidence du Burundi entre 1987 et 1993 et appartient au groupe ethnique tutsi. Sylvestre Ntibantunganya s'est réfugié dans l'ambassade américaine depuis deux jours, après avoir été violemment pris à partie le 23 juillet, alors qu'il assistait aux obsèques de plus de 300 Tutsi tués à Bugendana.

Le major Pierre Buyoya avait déjà fomenté en septembre 1987 un coup d'État militaire qui l'avait porté à la présidence ; il avait cédé la place à Melchior Ndadaye, à la suite des élections multipartites de juin 1993.

L'armée dominée par les Tutsi et son allié politique, l'Union pour le progrès national (UPRONA), exercent le pouvoir au Burundi depuis la tentative de coup d'État de 1993. I